

Economie Politique Internationale:

La Gouvernance du Développement Economique Global:

**La Banque Mondiale et l'espace de politique économique pour
le développement**

GREBE Gonzalo

Master 2 EPI

Université Pierre Mendès France

Vendredi 14 Mars 2008

La Banque Mondiale est une institution importante dans le monde. Nous pouvons être ou pas d'accord avec beaucoup de ses actions, cela dépend de notre position politique, mais l'existence d'une institution avec ses expériences économiques dans beaucoup de pays, est une source de connaissances empiriques. La capacité de concentrer et coordonner les ressources solidaires pour l'aide aux pays en développement fait d'elle un outil pour le développement mondial.

La question est, comment est-ce qu'il faut conduire cet outil ? Des choix politiques doivent être prises. Les expériences défailtantes des dernières décennies ont fait se questionner sur les thèses libérales, et revenir sur des concepts qui avaient été écartés. Sa capacité d'influence sur les économies mondiales peut-être à la base aussi de son utilisation pour répondre aux intérêts des économies les plus puissantes, qui sont derrière des donations majeures. Les pays en développement deviennent de moins en moins capables de conduire ses politiques économiques de développement. C'est la réduction de l'espace de la politique économique mondiale.

Le Groupe de la Banque Mondiale est abordé dans les trois premières questions, où nous allons identifier ses principales caractéristiques comme offreur d'aide aux pays pauvres. Dans la quatrième question on va aborder la problématique de l'espace de la politique économique

1.- Le Groupe de la Banque Mondiale, son agenda et sa stratégie:

Le Groupe de la Banque Mondiale, avec ses 180 pays membres et un staff de 13.000 personnes, repartis dans 100 pays, est l'institution internationale d'aide et de financement pour le développement la plus grande du monde. Née lors des négociations de Bretton Woods, pendant la deuxième guerre mondiale, pour la reconstruction de l'Europe après la guerre, son objectif a évolué pour se focaliser sur l'amélioration du niveau de vie des pays les plus pauvres mais aussi dans les pays émergents dans le besoin. Ses actions répondent également à d'autres objectifs tels que l'aide aux pays en conflit ou encore sur les lieux de désastres naturels.

Son président, Robert Zoellick, dans son discours à l'assemblée annuelle du conseil des gouvernants, fait clairement référence à la manière dont l'institution va atteindre ses objectifs, selon la stratégie à deux piliers définie par le Groupe. L'importance des acteurs privés et du marché reste l'élément essentiel de son action.

Tout d'abord on décrit la Banque Mondiale et en suite l'association des sujets contenus dans le discours de Zoellick, qui illustrent l'action immédiate de l'institution, et enfin on parle de l'offre du Groupe pour les pays en développement.

Le Groupe est composé par diverses institutions, qui fournissent des services différents, selon les classifications des pays ou encore selon les différents aspects du développement à fournir.

- IBRD, Banque internationale pour la reconstruction et le développement (International Bank for Reconstruction and Development), est la première institution du groupe, et a pour objectif de réduire la pauvreté dans les pays à revenus intermédiaires mais aussi dans les pays plus pauvres, solvables grâce à ses prêts et ses garanties, ses instruments de gestion des risques et ses services d'analyse et de conseil.¹
- IDA, l'Association pour le développement international (International Development Association), aide les pays les plus pauvres de la planète en leur accordant des dons et des prêts sans taux d'intérêts (ou très faibles), destinés à financer des programmes de nature à stimuler la croissance économique, à atténuer les inégalités et à améliorer les conditions de vie des populations.²
- IFC, la Corporation de finance internationale (International Finance Corporation), a pour mission promouvoir des investissements privés durables participants à la réduction de la pauvreté et à

1 [Http://web.worldbank.org](http://web.worldbank.org)

2 [Http://web.worldbank.org](http://web.worldbank.org)

l'amélioration des conditions de vie des populations.³

- MIGA, l'Agence d'assurance des investissements multilatéraux, (Multilatérale Investment Guarantee Agency), fournit des assurances pour des investissements faits dans les pays en voie de développement (l'expropriation, la guerre et la perturbation civile, l'infraction du contrat, etc...)
- ICSID, Centre international pour l'arbitrage des litiges portant sur les investissements, (International Centre for Settlement of Investment Disputes), fournit des facilités pour la conciliation et l'arbitrage des disputes sur les investissements internationaux.

La stratégie de la Banque Mondiale est centrée sur deux piliers qui sont le reflet de cette synthèse: La création d'un environnement favorisant l'investissement privé ainsi que l'« empowerment » des pauvres, tout en prenant le secteur public comme le garant d'un cadre optimal pour ce type de développements. La lutte contre la pauvreté et l'inclusion sociale, intègre également, dans une optique de durée, la fourniture de biens globaux. Dans ce dernier point, la Banque Mondiale a l'avantage d'avoir une capacité de coordination entre les besoins régionaux et globaux, avec les besoins et politiques propres de chaque pays.

Aujourd'hui les défis principaux sont le développement de l'Afrique et les états fragiles, l'inclusion inter et intra nationale, dans les pays à revenus moyens, et enfin le développement des biens communs régionaux et globaux. Le Groupe de la Banque Mondiale a des caractéristiques importantes comme sa capacité à mobiliser des capitaux, la coordination internationale, l'expérience d'implémentation des politiques dans les pays, et surtout ses connaissances à la fois théoriques et empiriques, produits de toutes ses expériences, qui font du Groupe un bien commun global à améliorer et exploiter.

Par rapport au texte de Robert Zoellick, on peut relever que derrière son discours, il y a un ensemble de sujets qui font référence aux objectifs et aux stratégies de la Banque Mondiale. L'annonce de l'intensification de la coopération entre l'IFC et l'IDA, l'expérience de l'ACLEDA au Cambodge, et la déclaration explicite que le secteur privé sera le moteur, et le secteur public fournira le cadre approprié, pour atteindre les objectifs du millenium, sont des messages clairs pour la mise en oeuvre de la stratégie s'appuyant sur deux piliers, favorisant un environnement propice à l'investissement privé.

L'« empowerment » des plus nécessités, est mis en évidence aussi, avec les projets sociaux mises en place, comme les écoles en Afghanistan, ou encore l'installation des services basiques d'électricité, qui vont donner plus de possibilités aux régions pauvres de se développer.

Dans le même texte, Zoellick fait référence aux défis spécifiques de la Banque Mondiale qui vont guider son action, en citant les problématiques des pays Africains, les pays en conflit, les pays à revenus moyens, les biens publics globaux-régionaux. De plus, il présente de nouveaux défis comme les pays arabes, et finit par la prise de conscience sur l'importance de l'institution comme centre de connaissance et son devoir face à son développement, dans la dynamique du « lending, learning and knowledge ». Finalement allusion à la révision et aux changements auxquels l'institution doit faire face, au regard de nouveaux environnements économiques, afin d'optimiser son fonctionnement et améliorer son efficacité.

On peut conclure de son exposé, que l'offre du Groupe de la Banque Mondiale, repose sur l'aide financière, avec sa capacité à mobiliser les capitaux, et la connaissance. Selon les mots de Zoellick, « à aider les pays à s'aider eux-mêmes », en reconnaissent un changement de principes, où maintenant, les différentes réalités et manières d'agir sur chaque pays sont reconnues, en prenant en compte ce que chaque pays a pour apporter sur le sujet. Cette offre impulsée par les capitaux, contient l'expertise pour faire profiter des opportunités de marché, soutenir le bon gouvernement et le développement de la gouvernance, et la lutte contre la corruption. En même temps la Banque Mondiale agit comme un fournisseur de biens publics pour les pays, avec sa capacité de coordination internationale et de génération d'accords pour la coopération commerciale, financière, éducative, environnementale avec les enjeux du changement climatique, etc. Toutes ces actions sont le fruit d'une accumulation d'expériences et connaissances que la Banque Mondiale assimile

3 [Http://www.ifc.org](http://www.ifc.org)

et développe pour améliorer ses politiques et trouver de nouvelles solutions, que le Groupe met alors à disposition de ses bénéficiaires

2.- La Banque Mondiale et les objectifs du millénaire:

Le groupe de la Banque mondiale déclare comme siens les objectifs du millénaire de l'ONU et établit son agenda en fonction de ceux-ci. L'institution fait l'épreuve d'une coordination entre les organismes internationaux, autour de la solution aux problèmes de pauvreté, et d'une action partagée pour les résoudre.

L'identification de 6 défis pour l'avenir est un moyen pour la Banque mondiale de concentrer ses efforts afin de remédier ces problèmes et atteindre ces objectifs. La promotion des biens communs, s'agissant de sujets où la coopération et la coordination internationales sont primordiales pour remplir ces objectifs, complète son action.

A continuer seront traités les objectifs du millénaire de l'ONU et sa logique économique, puis les caractéristiques des biens communs fournis par la Banque Mondiale et en suite, l'agenda que l'institution a préparé, d'accord à ces sujets.

Au nombre de huit, les objectifs du millénaire de l'ONU ont trait notamment à la diminution de la pauvreté, l'amélioration de la santé et de l'éducation, le développement soutenable et la coordination mondiale ; il a été établi que 2015 serait la date limite pour les atteindre. Ces objectifs reposent sur une logique économique ayant pour leitmotiv la réduction de la pauvreté. Autour de la diminution de la pauvreté, il faut considérer tout un ensemble de facteurs auxquels il faut remédier afin de briser le cercle vicieux qui en est à l'origine. La famine restreint les possibilités de développement de l'être humain, le manque d'éducation réduit sa capacité à devenir un protagoniste du développement du pays, les discriminations envers la femme l'handicapent en tant que force productive et intellectuelle, de même que la précarité de sa situation met en danger le futur de ses enfants. Les institutions dans le domaine de la santé jouent un rôle prépondérant dans la prévention et le traitement des maladies contagieuses, tel que le VIH, fléaux qui entravent le bon développement des capacités humaines. Développement soutenable et alliance mondiale pour le développement sont étroitement liés, en ce sens que toute amélioration n'est possible que si elle prend en compte les conséquences de l'exploitation des ressources et la préservation de celles-ci pour une utilisation future. De même, les effets sur l'environnement sont partagés entre tous au niveau international, c'est pourquoi la coopération internationale doit prendre en compte les besoins en termes de transmission des technologies, des connaissances et des ressources vers les pays en développement ainsi que la mise en œuvre d'accords pour la gestion d'un environnement partagé et la gestion des échanges commerciaux et de coopération.

La globalisation met l'accent sur les interactions et les interrelations entre les pays et, le besoin de biens communs se fait plus important. Sur ce point la Banque Mondiale a présenté un document appelé « Global Public Goods » où sont définis les cinq secteurs de compétence de l'institution, par rapport à l'offre des biens communs: L'environnement, le contrôle des maladies contagieuses, renforcer l'architecture internationale, l'amélioration de la participation des pays émergents au commerce international, et la création et le partage de la connaissance pour le développement. La Banque Mondiale joue aussi un rôle de défense constructive des intérêts des pays en développement face à la communauté internationale, en assurant des cadres globaux appropriés à ses besoins, sur les sujets d'immigration, propriété intellectuelle, commerce, finance, etc. Sa capacité à intégrer les politiques nationales dans la construction d'un environnement global et à intégrer ces orientations globales dans les politiques nationales, ainsi que sa capacité d'être un associé convenant aux pays, grâce à ses ressources financières ainsi que ses connaissances et expériences accumulées, font de cette institution, un fournisseur puissant de biens publics.

Dans la pratique, on peut voir certaines limites à ses actions, surtout celles en rapport avec l'architecture financière internationale, où son apport se limite surtout à réduire ses externalités négatives, des incitations de prêts en monnaies nationales, ou encore avec la promotion de la micro finance, etc, mais son rôle comme interlocuteur avec les autres institutions, les pays et banques régionales, peut aboutir sur des accords

importants portant sur d'autres aspects tels l'environnement.

Dans ce cadre d'action est-ce que le Groupe a construit un agenda, en orientant ses efforts vers des thématiques en congruence avec les objectifs du millénaire et en profitant de sa capacité à fournir certains biens communs. La lutte contre la pauvreté se concentre sur les zones les plus défavorisées et nombreuses, comme l'Afrique subsaharienne et les pays qui sortent des conflits, mais aussi sur la lutte contre les inégalités sur les pays à revenus moyens, où la pauvreté est fortement concentrée dans une partie de la population. L'égalité s'est élargie dans son discours, lors la mention du monde arabe, ce qui laisse entrevoir aussi les modifications nécessaires par rapport au rôle des femmes. Le changement climatique fait partie de son agenda et en général sa capacité à mobiliser ressources, en contact avec les pays développés montre son orientation à fournir des biens communs. Enfin, l'autoévaluation et l'amélioration sont aussi considérées comme appartenant à l'agenda, avec l'accent mis sur le développement de connaissances, et les questionnements constants des actions de l'institution.

En conclusion, l'agenda de la Banque Mondiale suit une logique cohérente avec les objectifs de l'ONU. Ses efforts tendent à optimiser ses résultats obtenus en se concentrant sur les zones et aspects les plus critiques. Le Groupe adopte une position d'autocritique et d'apprentissage, mais pas suffisamment pour faire changer la structure économique mondiale, tel que le voudrait sa position d'organisme économique. Par contre, les déclarations et les objectifs de la Banque Mondiale ouvrent de nouvelles pistes d'action, mais il ne faut pas s'attendre à des changements importants à court terme.

3.- Les objectifs de la Banque Mondiale et le « Consensus de Washington » :

Les objectifs du Group de la Banque Mondiale ont évolué les derniers 60 ans, et on a presencié à la fin des années quatre-vingt dix, que la banque mondiale et en général toutes les institutions multilatérales ont essuyé de nombreuses critiques sur leur action. L'efficacité de leurs politiques a été remise en question, notamment en pointant du doigt la diffusion de la doctrine libérale derrière toutes les actions de ces institutions au sein des pays bénéficiant de leur soutien.

Ces doctrines n'ont pas marché. Les problèmes continuent et les écarts entre riches et pauvres s'accroissent. Le libéralisme a été remis en question et les institutions économiques ont commencé à revoir ses principes, en reconsidérant des éléments qui avaient été écartés. C'est pour ça qu'il existe aujourd'hui la synthèse des bases théoriques, qui ne concerne pas nécessairement tous les points, mais au moins il y a consensus sur certains sujets, comme par exemple, la reprise de la participation de l'état en tant qu'agent important du développement. Cette synthèse propose des principes pour agir sur la banque. La doctrine se modifie, mais ne change pas fondamentalement.

Tout d'abord, un rappel historique est nécessaire pour comprendre la situation actuelle, ensuite, on verra les principes dictant les actions du Groupe, puis on va établir ce qu'est la nouvelle synthèse avec le « Consensus de Washington », et enfin, on va conclure sur la problématique de la conditionnalité.

A partir des années 40, la pensée économique pour le développement se centrait sur l'accumulation, le progrès technique et la capacité de l'Etat à diriger et réguler le marché, en profitant des avantages comparatifs et des économies d'échelle existants. Par la suite, au cours des années 60 et 70, les efforts se sont davantage ciblés sur la réduction de la pauvreté et des inégalités. Cependant, au début des années 80, les pays en développement sont très endettés, conséquence des déséquilibres macro-économiques et de la crise mondiale. C'est une réaction néolibérale qui s'en est suivie avec la demande d'ajustements structurels et la conditionnalité de l'aide financière. La privatisation des entreprises et la libéralisation commerciale et des capitaux sont exigées. Le marché et le secteur privé, en tant que moteurs de l'économie sont les principes fondamentaux de ce qu'on a appelé le « Consensus de Washington ». A la fin des années 90, on constate que, malgré le respect de ces recommandations et exigences, le développement n'a pas eu lieu. C'est pourquoi depuis les années 2000 et jusqu'à aujourd'hui, on assiste à la remise en question des approches néolibérales et l'on reconnaît que le marché et le secteur privé ne peuvent permettre le développement sans le concours d'un environnement approprié. La « synthèse émergente en matière de développement économique » revient sur certains principes tels que le rôle de l'Etat, la pauvreté et les inégalités pour parvenir à des accords sur

certains sujets.

Consensus en 6 principes clés:

1.- La croissance pour réduire la pauvreté: Nécessaire pour élever le niveau de vie, la croissance ne s'obtient pas par une formule magique, mais dépend de beaucoup de facteurs, aussi bien institutionnels qu'environnemental sur le marché. L'importance est la prise en compte de la réalité de chaque pays.

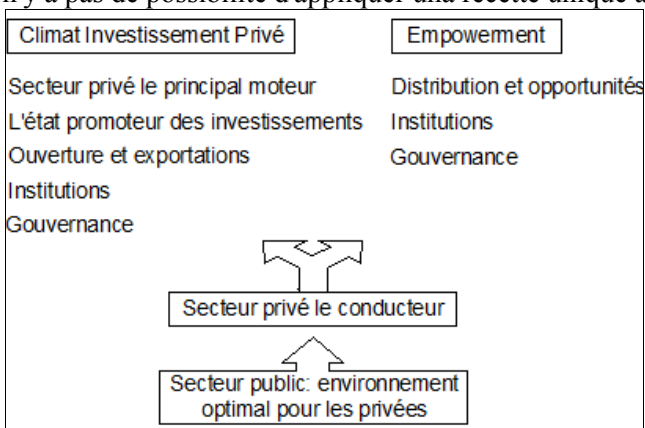
2.- Amélioration de la distribution de revenus et des opportunités: Une mauvaise distribution est à la base des problèmes de cohésion sociale qui diminuent le potentiel d'une économie. Si on ajoute le manque d'opportunités, cette situation va demeurer longtemps et se transmettre aux fils des générations. C'est la mission de développement des institutions et services, de manière à ce que la population puisse accéder à eux.

3.- Le secteur privé l'acteur principal, mais le secteur public a également un rôle principal: Le secteur privé est le moteur de création de travail et de richesse, mais le secteur public doit mettre en place l'environnement macro-économique approprié, et les institutions pour le fonctionnement optimal du marché, ainsi que les régulations de ses défaillances

4.- L'ouverture commerciale et un secteur exportateur dynamique: Les exportations sont un outil de développement, mais il est reconnu aussi que certains secteurs de la population peuvent être défavorisés

5.- La bonne gouvernance et les institutions, ne sont pas uniques: Les institutions publiques sont très importantes pour l'économie. Mais il est nécessaire qu'il y ait de bon mécanisme de prise de décision entre la population et les firmes privées, pour soulever les différentes problématiques. Dans ce terrain il y a beaucoup d'incertitudes, la notion de gouvernance n'a pas été très développée et il est évident que cela répond à l'idiosyncrasie de chaque pays.

6.- Pas seulement un type de développement: Le scénario actuel n'est pas le même que celui qu'a affronté les pays développés. En plus, il y a beaucoup de différences, environnementales, culturelles, etc, comme l'on en trouve en dans les pays en développement aujourd'hui, ce qui nous fait comprendre qu'il n'y a pas de possibilité d'appliquer une recette unique au développement.



A partir de ses principes, la Banque Mondiale a articulé une stratégie à deux piliers, qui contient les principes indiqués ci-dessus. Un de ses pilier est le Clima d'Investissement Privé déjà expliqué, et l'autre pilier est l'« Empowerment » des pauvres, qui fait référence à la possibilité de faire participer aux décisions les plus nécessaires, profiter du développement et participer à cela.

Le rapport de cette synthèse avec le « Consensus de Washington », c'est la forte orientation vers l'investissement privé. L'ouverture aux capitaux étrangers et la déclaration de l'état comme quelque chose qui est plutôt conditionné à mettre en place l'environnement pour l'investissement privé, c'est implicitement une obligation à libéraliser et privatiser, comme partie des exigences qui seront demandées pour les investisseurs, à la place des agences d'aide international, à mode de garantir l'environnement approprié pour ses investissements.

Le rapport de cette synthèse avec le « Consensus de Washington », c'est la forte orientation vers l'investissement privé. L'ouverture aux capitaux étrangers et la déclaration de l'état comme quelque chose qui est plutôt conditionné à mettre en place l'environnement pour l'investissement privé, c'est implicitement une obligation à libéraliser et privatiser, comme partie des exigences qui seront demandées pour les investisseurs,

à la place des agences d'aide international, à mode de garantir l'environnement approprié.

La « synthèse émergente en matière de développement économique » montre une reconnaissance aux échecs des politiques appliqués dans les dernier 20 ans. C'est déjà une avance. Malgré cela, la synthèse reflète encore un néolibéralisme peut être moins exacerbé, mais qui reste à la base de la solution. Il y a une prise de conscience aussi sur les différents chemins que pourrait prendre le développement, mais il n'y a aucune initiatives différentes pour le moment qui soit le reflet de ce principe. Il faut attendre que la prise de conscience et le développement de la connaissance puissent au futur créer des options pour le développement plus originelles.

4.- L'espace de politique économique :

Lorsque une entité rentre en compromis avec une autre entité, agent, organisation, etc, il y a toujours une perte de liberté. On peut même le voir sur le plan personnel, lors d'un engagement qu'il soit académique, laboral, ou même amoureux. Il faut sacrifier du temps, de l'énergie, et une diversité de ressources parmi eux, les monétaires. Les options diminuent avec la flexibilité, l'espace personnel est absorbé. Au niveau des pays, la situation est similaire. Les engagements mondiaux dans la doctrine du libéralisme économique, ont amené les pays en voie de développement à l'adoption de compromis sous la forme d'accords bilatéraux, régionaux ou multilatéraux, surtout en ce qui concerne l'exigence et l'obligation, avec la croyance et la promesse d'un développement par la voie de l'ouverture. Le résultat, une liberté de choix politiques chaque fois plus accoté. Si l'on ajoute les facteurs externes comme les contraintes environnementales et la compétence des autres pays, la situation devient difficile, surtout lorsque les compromis que l'on a pris n'ont pas donné les résultats attendus.

Le problème de la réduction de l'espace politique pour le XXI siècle, réside sur l'ouverture et ses conséquences. L'exposition prématuré de l'industrie nationale à la concurrence des produits qui viennent d'économies plus avantageuses en termes de production, les restrictions de propriétés intellectuelles, exigences environnementales coûteuses, son quelques problèmes à affronter qui font de la stratégie du développement une lutte très lourde.

Dans une première partie je vais définir le concept d'espace politique économique, pour après montrer la manière comme les pays ont engagé cette dynamique de réduction d'espace.

Le Secrétariat de la CNUCED décrit le concept d'espace politique économique comme « l'étendue de l'autorité des gouvernements à prendre, sur le plan national, des décisions relatives aux politiques économiques et, de la même façon, les limites imposées à cette autorité par les règles et les processus internationaux »⁴. Dans le cas des pays en développement, il s'agit de la possibilité de choisir des politiques économiques pour développer l'industrie. Ces principes étaient déjà mentionnés il y a 40 ans dans la CNUCED. Par exemple le Quinzième principe général qui régit les relations commerciales internationales et les politiques commerciales favorables au développement dit :

« Afin d'assurer un développement durable qui offre des possibilités égales à tous les pays en développement, l'adoption de politiques et de mesures internationales en faveur du développement économique des pays en développement tiendra compte des caractéristiques de chacun de ces pays et des différentes étapes de développement auxquelles chacun d'entre eux se trouve ; une attention particulière doit être apportée aux moins avancés d'entre eux. »

L'espace de politique économique est définie comme l'espace politique effectif, qui est la intersection des contraintes extérieures et intérieures ⁵. Comme contraintes intérieures on a les ressources naturelles, la capacité productive, ressources humains, institutions, etc, qui font partie d'un ensemble de possibilités disponibles aux états. Les contraintes extérieures ce sont les compromis pris avec l'étranger en termes de tarifs douaniers, de subventions, de libéralisations, de droits de propriété intellectuels, de préférences, etc, qui délimitent l'action de la politique économique du pays.

4 CNUCED, *Notes on the concept of economic policy space*, 4 mars 2004, par. 1.

5 Centre Sud, *T.R.A.D.E. Rapport sur les politiques*, N° 1, Novembre 2005.

La prolifération des accords bilatéraux entre les pays en développement et les pays développés sont en train de consolider définitivement pour beaucoup de pays, les limites aux pouvoirs publics pour la mise en oeuvre de stratégies de développement. C'est quand même ironique que les pays aujourd'hui développés, dans son processus de développement aient protégé ses industries pour les aider à se développer, et maintenant la situation veut que les pays en développement fassent une exposition de ses industries la concurrence, comme voie de développement. A l'époque, les pays aujourd'hui riches, n'avaient pas de pays plus développés qu'eux pour signer des accords, et ils se sont développés quand même. Ils y avaient vraiment ce que l'on appelle un espace politique infini pour le développement, sans toutes ses restrictions qu'il y a aujourd'hui et qui caractérisent l'ordre mondial actuel.

Cette augmentations des accords bilatéraux que la CNUCED appelle "néorégionalisme"⁶, a un désavantage en s'écartant du multilatéralisme, où les pays en développement peuvent mettre plus de pression pour défendre ses intérêts. En plus les négociations bilatérales sont toujours une lutte inégale pour les pays en développement, du point de vue du pouvoir économique de négociation du pays développé. Peut être qu'il s'agit de la frustration avec la lenteur des négociations multilatérales qui est a la base de ce phénomène, mais ce types d'accords affaiblissent aussi les accords de type regional avec les pays ayant des caractéristiques similaires. De la même façon, les autres pays ressentent la pression de signer aussi des accords avec les puissances pour ne pas perdre leur compétitivité, et continuer comme cela a perdre de l'espace politique. Ces types d'accords peuvent avoir des avantages au debut, avec un débouché plus grand et attractif pour les produits, mais dans le long terme ce n'est pas une source de changement structurel qui développe le pays.

D'une manière ou d'une autre, la réalité des rapports Nord-Sud va être chaque jour plus évident. Abraham Lincoln a dit: « On peut tromper quelqu'un tout le temps. On peut tromper tout le monde quelquefois mais on ne peut tromper tout le monde tout le temps ». La frustration et la contestation dans les pays en développement sont en train de monter et il sera plus difficile d'arriver à une coopération. Le Centre Sud décrit : « Le système actuel de dépendance post-coloniale, de marginalisation et de développement a engendré une crise de pauvreté et de l'espoir »⁷. L'objectif de la diminution de la pauvreté ne sera pas atteint, a moins bien sûr, qu'il y aie un changement d'attitude et que commence à se développer réellement des traités préférentiel avec les pays en développement, pour leur donner la capacité de choisir avec plus de liberté dans un espace plus élargi de politiques économiques et de trouver en plus un marché mondial approprié pour son développement.

----- o o o -----

La Banque Mondiale est une institution avec une influence très élargie, dans beaucoup de pays et parfois de maniere profonde. Sa position liberale a eu des consequences importantes sur la delimitation des espaces politiques économiques. La persistance de ces consequences est un sujet inconnu, et ses corrections peuvent etre très couteuses ou même très difficiles de faire. Est-ce que la Banque Mondiale peut changer sa perspective face au développement ? Il faudrait réviser sa structure de décision, la faire plus démocratique et intégrer aux pays en développement. Il y a un changement d'attitude, mais pas beaucoup de politiques finalement. On peut se poser de questions comme par exemple la participation de la Banque Mondiale a l'actuel régime autour du dollar, avec les grosses quantités d'emprunts mobilisés pour cette devise. Quelles sont les conséquences de l'insertion de capitaux dans les economies au niveau monétaire, des taux d'intérêt, d'inflation, de stabilité nationale et régionale ?. Les consequences sont importantes, étant donné la couverture de son action. Sa position comme institution internationale de développement, la plus grande, a le potencial de faire beaucoup de bien autour d'elle, mais également, de ne rien faire du tout, ou dans le pire des cas, du mal.

6 CNUCED, *Trade and Development Report*, 2007

7 Centre Sud, *T.R.A.D.E. Rapport sur les politiques*, N° 1, Novembre 2005.

BIBLIOGRAPHIE

CENTRE SUD, 2005. « Espace politique pour le développement du Sud », *T.R.A.D.E. Rapport sur les politiques*, N° 1, Novembre.

THE WORLD BANK, 2007. « Meeting the Challenges of Global Development », 12 Octobre.

CNUCED, 2007. *Trade and Development Report*.

ONU, Les Objectifs du Millénaire pour le développement

<http://www.un.org/french/millenniumgoals/index.shtml>

BANQUE MONDIALE, 2007. « Façonner l'avenir pour une mondialisation solidaire et viable » - Discours de Robert Zoellick à l'Assemblée annuelle, Octobre.

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION, <Http://www.ifc.org>